

**COMMUNE
DE LE BREUIL**



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 23 septembre 2016**

Nombre de Membres :

En exercice : 10

Présents : 7

L'an deux mil seize le vingt-trois septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Le Breuil, dûment convoqué, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Frédéric LAFFAY, Maire de la commune de Le Breuil.

Date de convocation : le 15 septembre 2016

Membres présents : Frédéric LAFFAY, Patrick PERCHE, Mireille GAILLARD, Alexis CODELLO, Charles DE RAMBUTEAU, Stéphane COQUARD, Valérie JANIQUE .

Sylvie MARMONIER donne pouvoir à Mireille GAILLARD

Jean ARBAULT donne pouvoir à Frédéric LAFFAY

Absents excusés : Caroline DUBAELE

Secrétaire de séance : Mireille GAILLARD

Objet : Délibération prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a délibéré le 15 décembre 2014 pour engager la révision du Plan local d'urbanisme approuvé par délibération du 26 juin 2008. Il indique au conseil qu'il y a lieu d'annuler cette délibération et d'en prendre une nouvelle pour être en conformité avec les évolutions réglementaires et législatives récentes.

Conformément aux dispositions des articles L153-31 et suivants, R.153-11 et R153-12 et L 103-2 à L 103-6 du code de l'urbanisme, Monsieur le maire présente l'intérêt pour la commune de reconsidérer le contenu du plan local d'urbanisme, ainsi que les objectifs poursuivis dans le cadre de la mise en révision du plan local d'urbanisme.

En vue de favoriser un développement harmonieux de la commune, de préserver la qualité architecturale du centre-bourg et des hameaux, l'environnement, et les espaces agricoles, il importe que la commune réfléchisse sur ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable, notamment afin de limiter l'extension de l'urbanisation sur des espaces non bâtis et de privilégier la densification du bâti existant en cohérence avec l'assainissement collectif. Il convient également de mettre le plan local d'urbanisme en cohérence avec le schéma de cohérence territoriale.

Conformément aux dispositions de l'article L 103-2 à L 103-6 du code de l'urbanisme et au vu des objectifs susmentionnés de la révision du plan local d'urbanisme, Monsieur le maire expose la nécessité d'engager une procédure de concertation avec la population pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

1 - De prescrire la révision du plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L 153-11, L 153-31 et suivants, R 153-11 et R 153-12 du code de l'urbanisme, en poursuivant notamment les objectifs suivants au regard de l'article L.103-2 à L 103-6 du code de l'urbanisme:

- La préservation des espaces agricoles et naturels en limitant l'extension de l'urbanisation afin de respecter un développement harmonieux de la commune,
- A cette fin, encadrer strictement les possibilités d'éventuelles opérations futures d'aménagement pour qu'elles restent limitées, et qu'il ne puisse plus être réalisé de nouvelle opération de lotissement de la même ampleur que la zone récemment aménagée dans le village (9 lots),
- Privilégier la densification des hameaux existants et plus généralement du bâti existant, et ce en cohérence avec l'assainissement collectif,
- Mettre le PLU en cohérence avec le SCOT.

2 – De charger la commission municipale d'urbanisme, composée comme suit :

Monsieur Frédéric LAFFAY, Maire
Madame Caroline DUBAELE, membre
Madame Valérie JANIQUE, membre
Monsieur Stéphane COQUARD, membre
Monsieur Jean ARBAULT, membre
Monsieur Charles DE RAMBUTEAU, membre
Monsieur Patrick PERCHE, membre

Du suivi de l'étude de la révision du plan local d'urbanisme.

3 - De mener la procédure selon le cadre défini par les articles L 153-33, R 153-11, R 153-12 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques ;

4 – De fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 153-11 et L 103-2 à L 103-6 du code de l'urbanisme de la façon suivante :

- Affichage de la présente délibération pendant la durée des études nécessaires à l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme
- Publication d'un article spécial dans la presse locale
- Mise à disposition d'un registre destiné aux observations du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture
- Organisation de plusieurs réunions publiques avec la population.

5 – De donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant, convention de prestation ou de service concernant la révision du PLU et qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat

6 - De solliciter de l'État une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à la révision du plan local d'urbanisme, conformément à l'article L 132-15 du code de l'urbanisme

7 – Que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du plan local d'urbanisme seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme et dans les conditions prévues à l'article L. 424-1 du même code, à compter de la publication de la présente délibération, l'autorité compétente décide de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

Conformément aux dispositions de l'article R 153-3 du code de l'urbanisme, à l'issue de la concertation, le conseil municipal délibèrera simultanément sur le bilan de la concertation et sur l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L.153-8 à L 153-17 et L 132-7 à L 132-13 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux organismes publics concernés :

- au préfet et aux services de l'Etat (*STAP, DDT, DREAL, ARS*)
- aux présidents du conseil régional et du conseil départemental ;
- au président de l'établissement public en charge du SCOT ;
- au président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre ;
- aux représentants des organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux ;
- aux représentants de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers, de la chambre d'agriculture ;
- aux Maires des communes limitrophes

Conformément à l'article R.153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré au jour, mois et an que dessus

le Maire,

Au registre sont les signatures

Acte rendu exécutoire après sa transmission en Préfecture le 29.09.16
Et sa publication le 29.09.16

The block contains a handwritten signature in black ink, which appears to be 'M. Le Breuil', written over a blue circular official stamp. The stamp features a central emblem and the text 'M. LE BREUIL' at the top and '(Rhône)' at the bottom.

